Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

RENFORCER LA RÉSILIENCE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

EN DIRECT DU TERRAIN

Les Caisses de résilience au Mali

Renforcer l'autonomisation des femmes et améliorer la nutrition des ménages vulnérables à travers une approche intégrée

Au Mali, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met actuellement en œuvre l'approche « Caisses de résilience » avec une forte composante nutritionnelle, au bénéfice de 3000 ménages vulnérables de 64 villages de la région de Mopti (district de Bandiagara). Lancé en février 2015 pour trois ans, ce programme vise à renforcer l'état nutritionnel, l'autonomisation des femmes et la résilience des moyens d'existence des ménages agro-pasteurs vulnérables à l'insécurité alimentaire, à travers des interventions intégrées dans les domaines productif, social, nutritionnel et financier.

→ Approche

Au Mali, la formation et le renforcement des capacités des producteurs à travers les Champs-Ecoles Paysans (CEP) et les Champs-Ecoles des Agropasteurs et de la Vie (CEAPV) se trouvent au cœur du programme. L'encadrement technique est assuré par une équipe multidisciplinaire composée d'experts agricole, élevage, santé et développement social, qui assistent les producteurs et productrices via la méthodologie participative d'« écoles sans murs », un cadre d'échanges et de dialogue qui permet aux participants d'apprendre par l'observation et l'expérimentation dans leurs propres champs et ménages.

Le programme est mis en œuvre par la FAO en partenariat avec les autorités locales, les leaders communautaires, une ONG locale (GAAS Mali) et les services techniques de l'Etat, ainsi qu'en étroite collaboration avec le PAM et l'UNICEF dans le cadre d'un plan d'action conjoint pour renforcer la synergie et la complémentarité de leurs actions dans les mêmes villages. Grâce à cette collaboration, les mêmes communautés bénéficient d'appuis intégrés en matière d'alimentation, de production et d'accès aux services de base (eau potable, santé, éducation, nutrition). Des missions conjointes des trois agences ont lieu régulièrement.

Le ciblage des bénéficiaires combine des critères économiques et de sécurité alimentaire (approche économie des ménages - HEA[1]), nutritionnels et anthropométriques. L'analyse de la situation de référence intègre également une étude qualitative sur les comportements nutritionnels et alimentaires.

Fait saillants

Location →*Région de Mopti au Mali (district de Bandiagara)*

Groupes cibles → *3 000 ménages vulnérables provenant de 64 villages*

Genre → *50% des participants au programme sont des femmes, dont les capacités de communication et de leadership sont spécifiquement renforcées*

Nutrition → *L'amélioration de la nutrition des femmes et des enfants est une composante centrale du programme, à travers des activités productives mais également des formations et sensibilisations.*

Gouvernance → *Appui aux autorités locales pour améliores la gouvernance et la coordination des acteurs et renforcer l'impact commun accru au niveau local*

Partenariat→ *Collaboration opérationnelle avec le PAM et l'UNICEF dans la mise en oeuvre du programme*

→ Composantes principales

Les interventions du programme au Mail, mises en œuvre de manière intégrée et au bénéfice des mêmes ménages, comprennent notamment :

- **Dans le domaine productif**: distributions d'intrants agricoles et d'élevage; assistance technique pour l'adoption de bonnes pratiques d'agriculture durable et sensibles à la nutrition, notamment la polyculture mixte (céréales, maraichage et petit élevage); renforcement des compétences techniques principalement la gestion intégrée de la production et des ravageurs et les pratiques de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique ;
- **Dans le domaine financier**: les groupes de producteurs, hommes et femmes, ont accès à des filets sociaux combinant transferts monétaires, mise en place de fonds de contingence communautaires et facilitation de l'accès aux systèmes locaux de crédit ;
- **Dans le domaine social**: éducation nutritionnelle basée sur la valorisation des produits locaux (en particulier le petit élevage, la volaille et les légumes) notamment à travers des « banques alimentaires » de plants de moringas et de baobabs conservés à l'état de pépinière dans les jardins maraichers afin de promouvoir la consommation de leurs feuilles, très riches en micronutriments; mise en place de plateformes locales d'échanges et de clubs d'écoute communautaires afin d'améliorer l'accès à l'information et la communication entre les différents acteurs de la communauté (en particulier les femmes) sur des thématiques comme la nutrition, l'autonomisation des femmes, le rôle des leaders d'opinion pour le changement social, etc.

Les clés du succès des Caisses de résilience

L'approche Caisses de résilience de la FAO expérimentée avec succès par la FAO depuis de nombreuses années notamment en Ouganda, en Amérique centrale et en République Centrafricaine, vise à accroitre la diversification des moyens d'existence et l'accumulation des actifs productifs des ménages très vulnérables, particulièrement à travers les femmes, afin de renforcer leur résilience face aux risques multiples et aux crises récurrentes (sécheresses, désertification, inondations, chocs économiques, maladies, etc.). Cette approche permet d'accompagner les ménages vulnérables à sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la dépendance, que des interventions humanitaires répétées parviennent rarement à briser durablement, pour un cercle vertueux de l'investissement, de l'épargne et de la résilience.

L'approche est basée sur l'appui simultané aux capacités **productives**, **financières** et **sociales** des ménages vulnérables et de leurs institutions communautaires (groupements féminins, organisations paysannes, etc.). Ainsi, l'application de bonnes pratiques d'agriculture résiliente à la variabilité climatique, d'agroforesterie et de gestion des risques de catastrophe (*pilier productif*), ainsi que les appuis reçus pour améliorer la production, permettent d'augmenter la productivité des ménages agricoles ou agro-pastoraux pauvres. L'accroissement de production ainsi obtenu peut améliorer les revenus. Combiné à un système de crédit-épargne communautaire ou de warrantage (*pilier financier*), ces revenus supplémentaires permettent d'accroître le capital disponible et d'améliorer le taux de remboursement des crédits. Les communautés peuvent décider d'utiliser cet accroissement de capital pour mieux intégrer au sein de leur groupe des ménages très vulnérables et marginalisés, afin qu'ils bénéficient d'une protection supplémentaire de leurs fragiles moyens d'existence et accèdent aux avantages liés à la participation à un groupe structuré, comme par exemple : formations, crédits, surveillance nutritionnelle (*pilier social*). L'accès direct des femmes au crédit est un élément particulièrement important pour améliorer leur autonomisation.

→ Au terme des dix-huit premiers mois de mise en œuvre

- 128 Champs-Écoles des Agropasteurs et de la Vie (CEAPV) ont été lancés, incluant 3 000 participants dont 50 pour cent de femmes ;
- des intrants productifs, y compris semences de variétés à forte valeur nutritive (tomates, oignons, amarantes, baobab, carottes, gombo, moringa), boutures de patates douces à chair orange (riches en vitamine A), clôtures pour jardins maraichers (4,8 hectares) et arrosoirs, ont été distribués aux groupements ;
- plus de 400 agents publics, responsables communautaires et femmes leaders ont été formés sur les bonnes pratiques nutritionnelles ;
- de nombreuses activités de sensibilisation sur les Actions Essentielles en Nutrition (AEN) ont été menées, notamment la diffusion de messages radiophoniques sur l'alimentation et la nutrition des enfants ; l'organisation de 24 rencontres inter-villages pour permettre l'identification et les échanges de bonnes pratiques en matière de régime alimentaire local ; l'organisation de démonstrations culinaires à base de produits locaux dans 64 villages et la distribution de 2000 manuels de formation sur les pratiques alimentaires et nutritionnelles et de cartes-conseils en nutrition[2].

Du point de vue institutionnel, le programme contribue au renforcement de la gouvernance et de la coordination aux niveaux régional et local en soutenant l'implication de tous les acteurs (collectivités, organisations de la société civile, services techniques et administration) dans l'animation de plateformes locales et dans le suivi intégré des interventions (partage d'information, encadrement technique, etc.). Ceci permet de renforcer la synergie des actions entre différents acteurs et différents secteurs pour un impact commun accru.

Mettre à l'échelle l'approche Caisses de résilience au Sahel dans le cadre de l'Initiative AGIR

L'approche Caisses de résilience de la FAO contribue directement à opérationnaliser les Priorités Résilience Pays (PRP), adoptées par le Gouvernement du Mali en 2015 dans le cadre de l'**Initiative AGIR (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience) - Sahel et Afrique de l'Ouest**. Cette initiative a été lancée par les organisations régionales ouest-africaines en juin 2012 afin de renforcer la résilience des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, à la suite des crises alimentaires et nutritionnelles successives ayant affectées les pays du Sahel dans les années récentes (principalement 2005, 2010 et 2012). Les trois axes prioritaires des PRP du Mali sont : la protection sociale des ménages vulnérables ; le renforcement de la nutrition des ménages vulnérables ; et l'amélioration durable de la productivité agricole et alimentaire, des revenus et de l'accès aux aliments des ménages vulnérables. Un des grands défis de l'opérationnalisation de ces priorités est la nécessité d'adopter une approche multisectorielle intégrée pour appuyer les ménages les plus vulnérables simultanément sur les trois piliers principaux (protection sociale, nutrition et agriculture) afin d'accroitre l'impact, de protéger les acquis et de réduire les risques de retour en arrière. Ces préoccupations sont au cœur de l'approche Caisses de résilience.

→ Au cours des deux prochaines années

Le programme s'attachera à intensifier l'intégration des différentes composantes pour renforcer leur impact global, notamment à travers:

- l'encadrement technique des producteurs et productrices sur le maraichage et l'élevage;
- l'animation de séances d'échanges sur la nutrition et de démonstrations culinaires à base d'aliments locaux dans les villages;
- la diffusion d'émissions radiophoniques sur les bonnes pratiques alimentaires, l'hygiène et la santé;
- l'appui aux groupes de soutien à l'ANJE (Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant) existants au niveau communautaire;
- la mise en place de clubs d'écoute communautaires et de plateformes locales multi-acteurs sur la résilience et la nutrition;
- des distributions combinées de transferts monétaires et actifs productifs en nature (volaille et petits ruminants), dont l'efficacité a été démontrée.

© FAO / Fatoumata Konate

Notes

1 Une méthodologie d'analyse des sources de revenus et des postes de dépenses principaux des ménages ruraux, permettant de classer un groupe de ménages en quatre catégories de richesse et d'en définir les principales caractéristiques. Voir: www.hea-sahel.org

2 Les cartes-conseils en nutrition sont des supports éducatifs destinés à faciliter la communication pour le changement de comportement auprès des communautés à travers des messages-clés illustrés sur la nutrition, l'alimentation et la santé.

→ Pour plus d'informations:

Sur le programme au Mali:

Fatouma Seid, Représentante de la FAO au Mali
Fatouma.Seid@fao.org | FAO-ML@fao.org
+223 20 22 37 13

Sur la résilience:

resilience@fao.org
http://www.fao.org/resilience/acceuil/fr/

Avec le soutien du:

Ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture

sur la base d'une décision prise par le Bundestag allemand

© FAO, 2016 I6440FR/1/11.16